

Service Risques et Installations Classées
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 24/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEMMARIS-MIN

1 rue de la Tour
MIN RUNGIS
94150 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/2023/PESSPVMO/AJ/N°060GR
Code AIOT : 0007403769

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 du bâtiment FOe implanté 20 avenue de La Villette, sur le MIN de Rungis exploité par la SEMMARIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite à l'incendie survenu dans le bâtiment FOe le 25/09/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMARIS
- 1 RUE DE LA TOUR MIN RUNGIS 94150 Rungis
- Code AIOT : 0007403769
- Régime : Autorisation

Le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis est implanté sur les communes de Rungis, Paray-Vieille-Poste, Chevilly-Larue et Fresnes, à 7km au sud de Paris. Il se compose de 3 grandes zones :

- la zone principale, dite de « marché de vente physique », sur 200 hectares, dévolue à la vente physique aux professionnels du secteur alimentaire ;
- la zone des entrepôts, sur 20 hectares, « base arrière » de la zone principale, composée de bâtiments de logistique sous température dirigée servant de réserves ;
- la zone « DELTA », sur 14 hectares, composée de bâtiments dédiés à la transformation et à la mûrisserie de denrées alimentaires.

La majorité des bâtiments du MIN de Rungis bénéficie des droits acquis au titre de la réglementation des installations classées. Cela signifie que ces entrepôts sont exploités de manière régulière, au plan administratif, bien qu'ils ne disposent pas d'un ensemble d'autorisations préfectorales (sauf pour les zone « DELTA » et des entrepôts précitées), car ils ont été construits

avant l'émergence de la réglementation ICPE sur les entrepôts, voire avant la réglementation sur les ICPE (« grande antériorité » - 1976). Ainsi, en ce qui concerne les entrepôts, le MIN de Rungis, est soumis à autorisation, en tant « qu'entrepôt unique », avec bénéfice des droits acquis.

Le bâtiment Foe, exploité exclusivement par la société HALLES MANDAR, est situé dans la zone principale du MIN de Rungis.

Le classement de la zone des entrepôts du MIN de Rungis est le suivant :

N° de la rubrique ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques
1510-1 [A]	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.	Stockage de matières combustibles en mélange dans des entrepôts couverts (I3, I4, I5, I7, I7b, I9, I10) Volume cumulé des entrepôts : 630 080 m ³ dont 149 910 m ³ de produits alimentaires stockés en température régulée (I3, I4, I5, I7, I7b, I9, I10)
1511-2 [D]	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 5000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	Volume cumulé : 23 310 m ³ de produits alimentaires stockés en température régulée (I1A, I1B, I2)

Le classement de la zone principale du MIN est le suivant :

N° de la rubrique ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques
1510-1 [A]	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.	
1511-1 [E]	Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ .	

La réglementation applicable au site est la suivante :

- Arrêté préfectoral n°2021/02289 du 28/06/2021 (zone des entrepôts)
- Arrêté préfectoral n°2004/4305 du 15/11/2004 (rejets aqueux)
- Arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

Le thème de visite retenu sont le suivant :

- Etat de l'entrepôt suite à l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration accident	Code de l'environnement, article R.512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration d'incident a bien été transmise dans les meilleurs délais. Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site ou rejetées après traitement dans le réseau des eaux usées.

Le site est clôturé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courrier du 26/09/2022, la SEMMARIS a transmis une déclaration d'incident, suite à l'incendie qui a ravagé le bâtiment FOe exploité par la société HALLES MANDAR, implanté 20 avenue de La Villette. Cette société est spécialisée dans la préparation de commandes en fruits et légumes. Le feu s'est déclaré le dimanche 25/09/2022 vers 12h15. Le service sécurité du MIN de Rungis est d'abord intervenu avant l'arrivée de la BSPP. Les eaux d'extinction ont été, en grande partie, confinées sur le site dans les 4 ouvrages de prétraitement qui ont été, par la suite, pompées et envoyées en centre de traitement extérieur au site. Les eaux d'extinction pré-traitées ont été détournées vers le réseau d'eaux usées au niveau de la vanne située rue du Four. L'incendie n'a touché que le bâtiment FOe. Les causes de l'incendie n'ont pas été déterminées. L'inspection a pu constater que le bâtiment était entièrement brûlé. Il ne reste que le bardage et la structure métallique du bâtiment. Le jour de l'inspection, le site était clôturé. → L'inspection des installations classées prend note que la déclaration d'incident a bien été transmise dans les meilleurs délais.
Observations : Avant reconstruction du bâtiment, un dossier de porter à connaissance devra être transmis à la préfecture du Val-Marne. Le nouveau bâtiment devra être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. L'ensemble des bâtiments du MIN de Rungis étant classé comme entrepôt unique soumis à autorisation selon la rubrique 1510 et enregistrement selon la rubrique 1511, il conviendra de mettre en place les dispositions relatives aux entrepôts soumis à autorisation ou à enregistrement si le bâtiment est réfrigéré et répond à la définition d'un entrepôt exclusivement frigorifique au sens de la rubrique 1511 et tel que précisé dans le guide "entrepôts de matières combustibles" (version 2 – février 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe 1 – Planche photographique



Vue des quais et de la cour camion



Vue des quais



Vue des bureaux



Clôture en place tout le long du site